

Congrès AFSP Paris 2013

ST 12 / La terre et le politique: de la construction de l'État aux mobilisations sociales

Jessica Corredor

Paris 7, Urmis

jessicacorredor@gmail.com

Le « territoire » comme véhicule de la mobilisation collective menée dans le Bajo Atrato en Colombie :

Exemple des zones humanitaires et des zones de biodiversité.

Le Bajo Atrato¹, peuplé par une population noire et métisse principalement, se trouve dans le département du Chocó, qui fait partie de la région du Pacifique colombien. Cette région était, jusque dans les années 1990, considérée comme un « havre de paix » mais est, depuis, devenue un « théâtre de guerre » (Agudelo, 2002). Le panorama du conflit dans le Bajo Atrato se « limitait » à la présence des guérillas dans la région et les FARC avaient réussi à s'y imposer et la contrôler territorialement. Or, la situation change en 1996. L'escalade du conflit dans le Bajo Atrato coïncide avec les nouveaux enjeux économiques prévus pour la région. Les années 1990 ont été une décennie de transformation de l'image et du rôle de la région Pacifique pour le pays. Elle passe d'être définie comme une région isolée et sauvage, à une région propice au développement en fonction des marchés internationaux, et à l'exploitation par des entreprises nationales et étrangères.

Ainsi, en septembre 1996 et février 1997, deux opérations militaires de la Brigade XVII de l'armée : « Septembre noir » et « Genesis », conçues comme des opérations de contre-insurrection, ont eu lieu dans la région. Ces opérations ont eu comme conséquence un des plus grands déplacements massifs jamais connus en Colombie. Bien que les chiffres varient, on parle de quelques 10 000 personnes déplacées. Les bassins des rivières Curvaradó et Jiguamiandó², dont nous nous intéresserons dans ce travail, ont été gravement affectés et leurs habitants ont perdu le contrôle de leurs terres, pour donner lieu à l'imposition d'un modèle économique basé sur la concentration de la terre pour la mise en place de projets agroindustriels, notamment celui de palme africaine. Il est clair aujourd'hui, d'après les enquêtes officielles³, les témoignages de plusieurs chefs paramilitaires⁴ et les rapports de

¹ Le Bajo Atrato se trouve dans le département du Chocó, au Nord-ouest du pays. Cette sous-région formée les municipalités de Riosucio, Unguía et Carmen del Darién.

²Ce travail de recherche se focalise sur les bassins du Jiguamiandó et Curvaradó, situés sur la marge orientale du Bajo Atrato, dans la municipalité de Carmen del Darién.

³ Selon un rapport de l'Institut colombien pour le développement rural, INCODER, entre 2000 et 2004 les terres du bassin de la rivière Jiguamiandó comptaient 198 hectares de palme, tandis que celui de la rivière du

Congrès AFSP Paris 2013

différentes ONG, que les opérations militaires de la Brigade XVII de l'armée ont été orchestrées avec les paramilitaires des AUC⁵ et que l'instauration du projet de la palme africaine comptait avec le soutien politico-militaire des AUC. La situation du Bajo Atrato est donc l'exemple type de la confluence entre la guerre contre-insurrectionnelle et la logique d'accumulation du capital qui résulte en une « économie de guerre provoquant un processus de reconfiguration territoriale » (Franco et Restrepo, 2011).

En réponse à la violence de la guerre et au déplacement, une partie des habitants des bassins du Jiguamiandó et Curvaradó, s'organise. Les *zones humanitaires*, permettent ainsi à ses habitants d'élaborer des stratégies contre les menaces que différents acteurs exercent contre leurs vies et leurs terres. Les *zones humanitaires* sont une concrétion du droit humanitaire international, et sont des « lieux exclusifs de population civile ». De manière complémentaire, les acteurs locaux, à l'aide de leurs assesseurs nationaux ont créé les *zones de biodiversité*, qui seraient une concrétion du droit environnemental⁶, pour la « défense du territoire ».

Il s'agira donc dans cette communication d'expliquer et analyser la particularité de la lutte menée par les habitants du Bajo Atrato et la manière dont, à travers la création des *zones humanitaires* et *zones de biodiversité*, ils inventent de nouveaux répertoires d'action et des stratégies tissées autour du territoire et l'identité, en construisant et mobilisant un réseau d'acteurs nationaux et transnationaux.

Ainsi, en premier lieu nous verrons comment les habitants de ces espaces construisent à partir de l'articulation entre différentes mobilisations, transformations et évolutions politiques et discours, leur concept de territoire, pour ensuite montrer que les habitants des deux figures spatiales basent leur lutte, ou « résistance » comme eux-mêmes l'appellent, sur des discours et pratiques en relation avec le « territoire ». Le « territoire » dépasse, dans le cas qui nous intéresse ici, l'espace physique approprié et prend des tournures politiques, en étant expérimenté comme le fondement d'un nouveau projet de vie.

Curvaradó en comptait 3.636. Les territoires collectifs des communautés noires de ces deux bassins correspondaient à 93% de la zone cultivée de palme dans le Bajo Atrato.

⁴ «Nous voulons qu'on nous laisse développer de nouveaux modèles d'entreprise qui ont déjà été exploités au niveau national [...] Dans l'Urabá nous avons des cultures de palmiers. Je me suis procuré les hommes d'affaires pour investir dans ces projets qui sont durables et productifs. L'idée est d'amener les riches à investir dans de tels projets dans différentes régions du pays. En amenant les riches dans ces zones, les institutions étatiques arrivent» Vicente Castaño, Revista Semana édition du 5 juin 2005. <http://www.semana.com/portada/articulo/habla-vicente-castano/72964-3>

⁵ Les Autodefensas Unidas de Colombia, est un groupe paramilitaire conformé en 1997 par la fédération des Autodefensas paysannes de Córdoba et Urabá, du Magdalena Medio et des Llanos Orientales. « Ces groupes atomisés se sont rassemblés sous la bannière des AUC, afin de se présenter comme une organisation avec un commandement unifié, un projet nationale, une coordination multirégionale des actions et un agenda programmatique, notamment en vue de la création de l'espace négociations avec l'Etat et un statut qui garantirait, à l'avenir, sa reconnaissance en tant qu'acteur politique » (article consulté le 20 avril 2013 sur: <http://www.verdadabierta.com/articulo-1-periodo-3>) . Leur controversée démobilisation a eu lieu en 2005.

⁶ Convention 169 de l'OIT, Convention de 1992 sur la diversité biologique de l'ONU, article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Congrès AFSP Paris 2013

La conception du territoire

La loi 70 de 1993, est peut-être le plus grand et innovateur exemple du modèle multiculturel en Amérique Latine. Cette loi définit les *comunidades negras* comme bénéficiaires collectives de droits spécifiques en relation à leur identité ethnique, mais a également l'objectif de promouvoir leur développement économique et social et, de cette manière, lutter contre les inégalités auxquelles les *comunidades negras* ont été historiquement confrontées (Hoffmann, 2004). Les droits territoriaux sont un des volets les plus importants de cette loi. Cependant, il est largement reconnu que la loi 70 n'est pas le début de la reconnaissance des droits des populations noires du Pacifique, mais plutôt le résultat d'une longue mobilisation (Cardenas 2012).

Dans le cas du Bajo Atrato, des organisations telles que OCABA (organisation paysanne du Bajo Atrato) dans les années 1980, ont adopté le concept de territoire comme une stratégie de défense contre l'expulsion entraînée par les entreprises exploitant les terres de la région (Restrepo, 2011). C'est donc par l'articulation de différentes mobilisations de paysans, qui donnent lieu au projet et plus tard la sentence de la loi 70, que le concept de territoire, intimement lié à la construction de l'identité ethnique, devient un pilier dans le projet d'action collective de la population du Bajo Atrato. En ce qui concerne la population métisse ou *chilapa*⁷, qui constitue la majorité des habitants des bassins mentionnés, celle-ci est considérée comme *occupante de bonne foi*. Les *chilapos* aussi, par le processus de la loi 70 et l'histoire récente de conflit et violence, ont construit une manière innovatrice de comprendre l'identité et leur relation au « territoire » (Ruiz Serna, 2006).

Le Bajo Atrato fut une des premières régions ayant connu la titularisation des terres du Pacifique. Cependant, dans le cas des habitants des bassins du Curvaradó et Jiguamiandó, le déplacement forcé (1997) a eu lieu avant la titularisation⁸. Dans l'espoir de récupérer le contrôle sur leurs terres, les habitants des deux bassins se sont organisés et constitués en Conseils Communautaires – nouvelle forme d'organisation interne, tel que la loi 70 le stipule dans son article 5- et ont demandé la titularisation. Or, leur combat politique était déjà en cours pour obtenir d'abord le retour et ensuite la restitution de leurs terres usurpées.

En effet, plusieurs “groupes” participent de la dynamique du combat politique mentionné. Lors des opérations militaires et le déplacement massif qui s'en est suivi, un groupe de personnes décide de “résister” et de ne pas abandonner ses terres malgré les menaces et les incursions constantes de la part de l'armée nationale et des groupes paramilitaires. Près de 1000 personnes, appartenant aux bassins du Curvaradó et Jiguamiandó ont trouvé refuge dans la forêt du Jiguamiandó à partir de 1997. A ce groupe de “résistants” se sont unis d'anciens habitants (aux alentours de 500) des deux bassins, qui s'étaient installés après le déplacement, entre 1997 et 1999, dans les centres urbains d'accueil des déplacés de la région. Ces deux groupes ont décidé, comme nous l'avons mentionné, à l'aide de différentes organisations nationales et internationales et de l'église catholique, de s'organiser afin de réclamer la titularisation collective et ainsi, ont-ils cru, pouvoir y retourner. Cependant, tout en étant en

⁷ Les *chilapos*, comme ils sont communément appelés, sont des paysans provenant de la vallée de la rivière Sinú qui prend sa source dans le département de Antioquia et traverse le voisin département de Córdoba, et qui sont arrivés dans le Bajo Atrato à partir des années 1970 à la recherche de terres pour travailler.

⁸ 47 166 hectares pour le bassin du Curvaradó et 54 688 hectares pour le Jiguamiandó. Résolutions 2809 y 2801 du 22 novembre 2000, respectivement.

Congrès AFSP Paris 2013

possession du titre collectif à partir de la fin de l'année 2000, les incursions paramilitaires ont continué, entraînant des nouveaux déplacements.

C'est pour cette raison qu'en 2004, les différents « groupes » et l'ONG Comisión Intereclesial de Justicia y Paz⁹(CIJP) qui les accompagne ont décidé de former les *zones humanitaires* afin de se protéger des incursions et des attaques de la part des acteurs armés. Le modèle de *zones humanitaires*, inspiré du projet pilote initié dans le bassin du Cacarica (dont les habitants avaient été déplacés par l'opération militaire Genesis) a comme fondement la protection de la vie, en interdisant l'entrée de tout acteur armé ou étranger à la communauté. Ce processus organisationnel n'aurait pas été possible sans la participation de différents acteurs, qui constituent un important réseau d'action, et qui ont joué un rôle fondamental dans l'unification, conformation et diffusion du discours de ces processus de retour : l'Eglise catholique, la CIJP et différentes organisations internationales et agences de coopération. C'est ainsi que commença le processus de retour et de lutte pour la récupération du territoire.

Le combat politique devient la priorité et adopte des voies innovantes, qui se manifestent au sein des *zones humanitaires* et *zones de biodiversité*. Même si ce n'est pas aussi simple et mécanique, il en résulte une articulation des discours autour des droits ethno-territoriaux avec les discours d'un nouveau combat pour la protection de la vie, la réparation des victimes du conflit et la spoliation et pour la restitution des terres desquelles la population a été déplacée (Cardenas, 2011). Ces nouveaux discours sont le résultat d'un processus d'imbrication de plusieurs transformations et évolutions politiques majeures, inscrites également dans différentes lois et décisions de justice telles que le « Auto 005 de 2009 », les différentes décisions de la Cour constitutionnelle en faveur des habitants des deux bassins mentionnés et, plus récemment, la Loi de réparation des victimes et restitution des terres (votée en 2011).

Dans la lutte pour la restitution de leurs terres et le respect de leurs droits, les habitants des *zones humanitaires* et de *biodiversité* ont repris un discours dans lequel le « territoire » redevient un pilier en relation à l'identité. Ayant fait le constat que la loi 70 ne se traduit pas par un exercice effectif de leurs droits, cette population construit de nouveaux paradigmes. Tout d'abord, le « territoire » comme pilier dans la défense des victimes du conflit armé et comme protecteur de la vie. Ensuite, la loi 70¹⁰ accorde des caractéristiques en tant que protecteurs de l'environnement à la population afro-colombienne et métisse, ce qu'est renforcé par la création des *zones de biodiversité*, et acquièrent ainsi une nouvelle identification au « territoire » : elle en est la protectrice et responsable de la récupération.

C'est ainsi que les habitants des *zones humanitaires* et *zones de biodiversité* construisent, par l'articulation de pratiques politiques et sociales locales et des discours globaux de l'humanitaire, l'environnemental et des droits ethniques, leur conception du territoire. Le « territoire », tel qu'il est conçu et mis en œuvre, devient la clé de leur projet politique, basé sur un espace physique, comme nous allons le voir.

⁹ L'ONG Comisión Intereclesial de Justicia y Paz travailler pour la défense des droits de l'homme en Colombie depuis 1988.

¹⁰ L'article 3 établit que la loi se fonde sur plusieurs principes dont « la protection de l'environnement tenant compte des relations établies par les communautés noires avec la nature ».

Congrès AFSP Paris 2013

Le territoire comme fondement du combat politique.

Il existe actuellement 8 *zones humanitaires* dans les bassins du Curvaradó et Jiguamiandó, dont la taille peut varier de 1 à 3 hectares. Chacune est constituée par un groupe (de 2 à 65 familles) appartenant la plupart du temps à la même communauté d'origine et se considérant comme telle, comme une *communauté*. Il existe pour chacune des *zones humanitaires* un règlement interne ainsi qu'une organisation politique pour sa gestion. Le processus de réappropriation de l'espace de la part de ses habitants passe par l'affirmation du droit à exercer la territorialité à travers de la reconstruction du « village » : les maisons, une école, un terrain de foot, un espace pour que la communauté se réunisse, une parcelle communautaire et une « maison de la mémoire ». Ce dernier est un espace avec lequel les habitants rendent hommage aux victimes de la violence.

Les *zones de biodiversité* constituent une autre figure et diffèrent des *zones humanitaires* en ce qu'elles sont constituées d'une famille ou d'un individu, et correspondent la plupart du temps à la *finca* (la ferme, la parcelle) de la famille ou de l'individu avant la guerre (cette parcelle peut donc aller de 2 à 100 hectares). Ces espaces ne sont pas nécessairement des espaces d'habitation, étant donné que le gestionnaire vit la plupart du temps dans la *zone humanitaire* la plus proche. La création de cet espace est subordonnée à l'engagement de la part du gestionnaire à développer et maintenir la « biodiversité » au sein de la *zone*. Cette tâche consiste à ne pas développer une monoculture sur sa parcelle, à replanter les arbres natifs, et à exercer « ses pratiques traditionnelles de production » qui contribueraient à la protection de l'environnement, tel que c'est inscrit dans un des critères de la loi des territoires collectifs de communautés noires. Ces *zones*, qui sont aujourd'hui au nombre de 40, constituent des espaces de mobilisation sur tout le territoire collectif des deux bassins et leur emplacement peut donner un aperçu de l'organisation spatiale avant le déplacement et la spoliation.

La multiplication de ces espaces et leur localisation concrétise la lutte menée par la population depuis une décennie, à travers l'occupation et la réorganisation spatiale. Ainsi, la mobilisation collective des habitants de ses bassins représente une éventuelle récupération et transformation du territoire, non seulement juridiquement ou administrativement, mais physiquement et biologiquement par les principes de la mobilisation sociale de la population qui l'habite.

Ces deux formes d'organisation se sont constituées en association en 2010 et deviennent ainsi un nouvel acteur politique dans la région. D'une part, à travers leur représentation dans les Conseils Majeurs des deux bassins (les autorités administratives des Territoires collectifs des communautés noires) grâce à l'élection des habitants des *zones* dans les différents postes du Conseil (représentant légal, le procureur, trésorier ...), l'association vise à contrebalancer la prise de décisions avec d'autres organisations, qui ont des manières différentes de concevoir la territorialité.

De la même manière, la visibilité dans l'espace concret du Bajo Atrato -organisé et structuré à partir des pratiques de ceux qui y vivent (Velázquez, 2001), mais aussi dans les médias, fait que ces espaces jouent un rôle multiple: celui de permettre le retour et une réorganisation sociale, mais aussi de « lutter » pour la récupération du territoire collectif dans le territoire-même, ce qui en fait un outil politique concret dans la pratique.

Congrès AFSP Paris 2013

Conclusion

Bien que dans cette communication je n'ai pas développé le rôle de la totalité des acteurs impliqués, il est évident que, dans ces manifestations, les personnes agissent de concert avec des ONG, les associations et les acteurs civils avec lesquels ils forment un réseau complexe d'acteurs nationaux et transnationaux, qui coproduisent les discours véhiculés par les habitants des *zones humanitaires* et de *biodiversité*, et qui les soutiennent. Les acteurs locaux s'affrontent à des acteurs politiques et économiques puissants avec des armes qui pourraient équilibrer les rapports de pouvoir. Ils adoptent, et s'approprient de concepts et mécanismes qui correspondent aux discours véhiculés par les acteurs transnationaux. Dans ce contexte surgissent de nouveaux rapports de pouvoir et nouvelles formes d'autoreprésentation, tout comme de nouveaux concepts et outils.

Congrès AFSP Paris 2013

Bibliographie

- Agudelo Carlos Efrén (2002): “El Pacífico colombiano: de remanero de paz a escenario estratégico del conflicto armado”, *Cuadernos de desarrollo rural*, Bogotá, n° 46, pp 7-38.
- Ballvé Teo (2013): “Territories of Life and Death on a Colombian Frontier”, *Antipode* 45(1):238-241. Consulté en ligne sur: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-8330.2012.01046.x/abstract>
- Cárdenas Roosbelinda (2011): “El mito del multiculturalismo interrumpido”. En, *Afro-Latino Social Movements conference*, Miami, Actes sans publier.
- Cárdenas Roosbelinda (2012): « Green multiculturalism: articulations of ethnic and environmental politics in a Colombian ‘black community’ », *Journal of Peasant Studies*, 39:2, 309-333.
- Das Veena et Poole Deborah, eds. (2004): *Anthropology in the Margins of the State*, School of American Research Advanced Seminar Series.
- Franco Vilma et Restrepo Juan Diego (2011): “Tierra despojo y estado. Empresarios palmeros, poderes de facto y despojo de tierras en el bajo Atrato” in Romero Vidal, *La economía de los paramilitares*, Arco Iris, Bogotá.
- Hoffmann Odile (2004): *Communautés noires dans le Pacifique Colombien, innovations et dynamiques ethniques*, IRD-Karthala, Paris.
- Incoder (2005): Los cultivos de palma de aceite en los territorios colectivos de las comunidades negras de los ríos Curvaradó y Jiguamiandó.
- Lussault Michel et Lévy Jacques (2003): *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, Belin, 1033p.
- Mançano Bernardo (2008): "Territorios, teoría y política", intervention dans le Séminaire International "Las configuraciones de los territorios rurales en el siglo XXI", Universidad Javeriana, Bogotá.
- Restrepo Eduardo (2011): “Etnización y multiculturalismo en el bajo Atrato”, *Revista colombiana de antropología*, 47 (2): 37-68.
- Ruiz Serna Daniel (2006): “Nuevas formas de ser negro. Consideraciones sobre las identidades entre la gente chilapa y negra del Bajo Atrato”, *Colección Monografías, n° 37. Programa cultura y comunicación y Transformaciones sociales*, CIPOST, FaCES, Universidad central de Venezuela.
- Velazquez Emilia (2001): “El territorio de los Popolucas de Sotepan, Veracruz: transformaciones en la organización y la apropiación del espacio.” *Relaciones, verano*, vol.22, número 87, El Colegio de Michoacán, Zamora, México, pp. 15-48.